

L'ULiège demain : 12 travaux pour la future équipe rectorale

Jean-Michel Lafleur*

Pierre Delvenne*

Après deux tours d'élections rectorales n'ayant pas permis de dégager un consensus sur le futur leadership de notre institution, le moment est opportun pour relancer le débat d'idées sur l'avenir de l'ULiège. En tant que chercheurs impliqués dans l'institution, mais n'appartenant à aucune équipe candidate à l'élection, nous souhaitons attirer l'attention de la communauté universitaire sur certains des défis qui nous semblent prioritaires pour le futur de notre institution universitaire. Nous ne prétendons en aucun cas à l'exhaustivité.

Notre démarche se veut propositionnelle et non contestataire. Ce document ne peut être qu'un point de départ, qui reste forcément ancré dans les réalités de nos trajectoires professionnelles respectives. Notre objectif vise donc essentiellement à contribuer à un débat constructif sur l'avenir de notre institution.

Nous espérons que cette base de travail sera élargie à de nouvelles idées et que chaque candidat(e) qui portera un projet pour l'ULiège demain aura à cœur de se prononcer par rapport à ces différents éléments.

1. Adopter une politique de genre

Le phénomène bien installé de surreprésentation féminine dans la population étudiante, d'une part, et de sous-représentation féminine dans le personnel académique, d'autre part, demande une action urgente de notre institution. Se fixer comme objectif d'atteindre rapidement une représentation paritaire au sein du Conseil d'administration et de l'équipe rectorale serait un premier pas important. Mettre en place une politique de recrutement volontariste qui s'attaque de front à ce déséquilibre en est un second bien plus important.

2. Développer une politique universitaire de prévention du *burn-out*

La logique de compétition exacerbée, couplée à la prolifération de mini-jobs de recherche, favorise chez les chercheurs un surinvestissement dans le travail et un estompement malsain et durable des frontières entre vie professionnelle et vie privée. Les systèmes de remplacement de deux postes sur trois génèrent également du surmenage dans toutes les catégories de personnel. Il importe de développer urgemment une politique visant la prévention des maladies professionnelles et le bien-être au travail qui agirait sur les causes et sur les conséquences du *burn-out* (par exemple en permettant aux membres de la communauté universitaire de se faire tester de manière encadrée et en organisant une plateforme d'aide et d'orientation face aux risques d'épuisement professionnel).

3. Élire une équipe rectorale avec des règles plus démocratiques

Aujourd'hui, le vote d'un membre du personnel scientifique de l'ULiège vaut 1/23^{ème} du vote d'un académique lors des élections rectorales. Bien que récent, le suffrage aux élections rectorales est d'un autre âge et doit laisser la place à un système électoral nettement plus démocratique où toutes les catégories du personnel universitaire reçoivent une égale considération de la part des autorités dès qu'il s'agit de poser des choix qui nous engagent toutes et tous.

4. Donner l'exemple en matière de bien-être, d'environnement et de santé

Alors que l'Université mène une série de travaux de pointe sur des questions sociétales, environnementales ou de santé, la politique universitaire en la matière est parfois à la traîne alors qu'elle devrait être un levier de changement. Qu'il s'agisse des conditions de travail pénibles du personnel de nettoyage embauché par des sous-traitants, de (l'absence de) tri

sélectif des déchets, ou l'offre alimentaire des cafétérias qui peine à proposer des produits bios, équitables et issus de circuits courts, il importe pour l'institution de donner l'exemple.

5. Améliorer l'offre de transports en commun et la mobilité entre le Sart Tilman et le centre-ville

Le développement de l'université est entravé par la congestion automobile et par une offre de transports en commun inadaptée. À court terme, il s'agit d'améliorer d'urgence le service sur les lignes 48 et 58, par exemple, en allongeant le trajet du 58 jusqu'à l'Opéra, en assouplissant les modalités de montée et descente des véhicules et en augmentant la fréquence en soirée et durant les vacances. À moyen terme, un choix doit être posé en dialogue avec les autorités compétentes pour qu'un système de transport en commun structurant relie la ville au campus (tram, train, téléphérique...). Enfin, il est nécessaire de prévoir les infrastructures nécessaires (parkings, vraies pistes cyclables) qui permettront de répondre au développement du vélo.

6. Développer l'université dans/pour/avec la ville

Une université citoyenne coopère étroitement avec la ville dans laquelle elle est présente. Cette coopération doit se manifester en dégageant des moyens de recherches pour des projets répondant, par exemple, à des questions sociétales, environnementales ou sanitaires prioritaires pour la ville. De même, cette coopération se matérialise dans la ville par une politique immobilière qui dans les moyens disponibles et au gré des opportunités appuie le redéploiement des quartiers en souffrance en y apportant une nouvelle activité scientifique et/ou d'enseignement.

7. Promouvoir un usage critique des technologies au service de l'enseignement

Le virage numérique opéré par l'ULiège par le biais des enregistrements de cours (UNICAST) et des MOOC est rencontré avec enthousiasme par certains, mais suscite aussi l'inquiétude chez d'autres. Au-delà des investissements, il semble indispensable d'engager un dialogue avec le personnel et les étudiants pour encadrer de manière critique le développement du numérique dans l'offre d'enseignement de l'ULiège. Il convient enfin de sensibiliser la communauté universitaire à l'impact (positif comme négatif) des technologies sur les modes d'organisation et de travail à l'université, en gardant à l'esprit qu'elles doivent être envisagées comme un moyen et non comme une fin en soi.

8. Renforcer notre position avant-gardiste dans l'open access

Avec ORBI, l'Université de Liège s'est affirmée en tant que pionnière mondiale du mouvement *open access*. Vu l'évolution récente du cadre législatif national et international sur l'accès des résultats de recherches financés par de l'argent public, il existe aujourd'hui une véritable opportunité pour l'Université d'être à nouveau pionnière dans l'émergence de nouveaux modèles de publications scientifiques rigoureux et plus équitables que ceux proposés par les grands éditeurs privés.

9. Dépasser une vision unique d'excellence comme performance

La compétition nationale et internationale pour les financements de la recherche génère des concurrences malsaines entre universités, entre domaines de recherches et entre chercheurs. Cette situation qui envisage essentiellement l'excellence comme performance quantifiée menace la production de connaissances scientifiques innovantes, pousse les chercheurs à ne plus prétendre à des avancées significatives parce qu'incertaines, finit par générer une augmentation sans précédent de fraudes et de *burn-out* (voir point 2). Il est urgent, tant pour la qualité de la recherche que pour le bien-être des chercheurs, d'hétérogénéiser notre vision de l'excellence.

10. Diversifier les modalités d'évaluation de la recherche

Les outils de gestion interne permettant l'évaluation de la recherche reposent principalement sur l'usage d'indicateurs chiffrés (H index, nombre de projets financés par des sources externes, de thèses, de publications, de séjours à l'étranger). Toutefois, presque aucune attention n'est prêtée à la pertinence très relative de ces indicateurs pour évaluer la qualité des recherches menées. Pour les trois secteurs de recherche, bien au-delà d'une adaptation cosmétique, il convient de développer et d'implémenter de nouveaux outils d'évaluation qualitative et non plus uniquement quantitative de la recherche.

11. Défendre une vision de la recherche fondamentale « libre »

Face à la stagnation du financement de la recherche fondamentale et du FNRS, la Région wallonne a commencé à soutenir massivement la recherche fondamentale dite « stratégique » dans certains domaines jugés d'intérêt prioritaire. À terme, la recherche fondamentale « libre » qui ne répondrait pas à des impératifs stratégiques (le plus souvent économiques) pourrait aussi être menacée. L'Université doit être à l'avant-garde de propositions et d'activités de lobbying du monde politique afin d'étendre, plutôt que de se contenter de préserver, les espaces et les budgets de recherche fondamentale non orientée.

12. Développer une vision prospective pour l'Université

Au cours des dernières années, l'ULiège et les différentes Facultés ont développé, puis adopté, des plans stratégiques. Si ces différents plans se sont avérés utiles pour réorganiser l'institution, il n'existe aujourd'hui aucune vision prospective pour l'ULiège, en dépit des transformations qui se produisent sur le plan institutionnel (création de l'ARES), de l'enseignement (collaborations avec les hautes écoles), de la recherche (internationalisation, privatisation) et, plus largement, des mutations technologiques (numérique) et sociétales (diversité culturelle et ethnique croissante de la communauté universitaire). Cette vision devrait être un chantier prioritaire, doté d'un budget suffisant et orienté vers une approche participative.

***Avertissement :** Jean-Michel Lafleur est chercheur qualifié du FRS-FNRS attaché à la Faculté de Sciences Sociales et directeur adjoint du Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations. Pierre Delvenne est chercheur qualifié du FRS-FNRS attaché à la Faculté de Droit, Science Politique et Criminologie, il dirige l'Unité de recherche Cité et est le directeur adjoint du centre de recherches SPIRAL. Leur opinion, exprimée ici à titre personnel, n'engage en aucun cas les institutions auxquelles ils sont attachés. Ce texte a été publié sur la plateforme orbi le 4 juin 2018. Il n'a pas été diffusé via PUBDOC, mais bien par e-mail à quelques dizaines de contacts privilégiés au sein de l'institution et sur les réseaux sociaux.